



COMPRENDRE LES ENJEUX DE LA VISITE DU PAPE FRANÇOIS EN AMÉRIQUE

PAR FRANÇOIS MABILLE

Professeur de Sciences politiques au sein de la Faculté Libre de Droit

septembre 2015

COMPRENDRE LES ENJEUX DE LA VISITE DU PAPE FRANÇOIS EN AMÉRIQUE

Par François Mabilille / Professeur de Sciences politiques au sein de la Faculté Libre de Droit

Le rapprochement entre Cuba et les États-Unis : la puissance de la diplomatie vaticane

Plusieurs réponses à vrai dire complémentaires peuvent être apportées. Sur le long terme, il est possible de faire un rapprochement avec le rôle que jouait le Saint-Siège au 19^e siècle, y compris après la perte des États Pontificaux. Le Vatican s'estimait garant de l'ordre international et pensait encore que sa « morale internationale » pouvait régir les puissances, à l'époque encore chrétiennes. Mais précisément, les gouvernements ne sont plus chrétiens et leurs rapports sont régis désormais par le droit et non la doctrine sociale de l'Église. Par ailleurs, le Saint-Siège ne dispose plus aujourd'hui des relais qui étaient les siens dans les sociétés du 20^e siècle : exit la Démocratie chrétienne et ses différents partis ; les syndicats chrétiens sont encore moins représentatifs que les autres syndicats ; et les ONG catholiques sont désormais caractérisées par leur pluralisme et leur liberté à l'égard du Vatican.

Lorsque le Vatican joue aujourd'hui un rôle médiateur, ce n'est donc pas par une comparaison dans le temps qu'il faut trouver une explication, mais par la taille et les services qu'il offre. Par sa taille : le Saint-Siège est un petit État qui, à l'instar de la Suède ou de la Suisse, offre sa neutralité et son caractère « inoffensif » à des États désireux d'une confidentialité dans les processus non pas de négociations, mais de pré-négociation. Les services : le réseau des paroisses, congrégations, mouvements, nonciatures peuvent faire du Saint-Siège, en cas de bonne gouvernance, un formidable *réseau d'informations* ; enfin, dans certains pays, et c'est le cas à Cuba, l'Église catholique remplit une *fonction sociale* et jouit ainsi d'une légitimité auprès des gouvernants.

Ce dispositif permet ainsi au Saint-Siège, au gré des configurations historiques et politiques, d'exercer une relative influence. Ainsi en 2003, la diplomatie vaticane relaya de nombreuses informations à la diplomatie française, dans la perception des opinions publiques au Moyen-Orient, alors que les deux diplomaties s'opposaient à Bush sur l'Irak. Dans les années 90, au Mozambique, la communauté Sant' Egidio, implantée dans le pays de longue date, put faciliter la sortie de crise, avec l'approbation du Vatican, de la diplomatie italienne puis du Secrétariat général de l'ONU.

A Cuba, la hiérarchie catholique représente et gère la seule force sociale organisée hors institutions d'État, en situation de dialogue critique avec les autorités cubaines. Depuis la fin de l'URSS, en butte à une crise économique et sociale grave, alors que sévit toujours l'embargo, l'Église catholique, via Caritas et Sant' Egidio, ses instances éducatives, pallient aux manques de l'État-Providence, en appelle à davantage de libertés et dénonce par ailleurs l'embargo étatsunien. Cette position originale explique le rôle de médiateur dans les pré-négociations entre Castro et Obama, alors même que la personnalité du pape, par son identité latino-américaine et son charisme, ne peut que donner un surcroît de légitimité aux deux responsables politiques qui se font face, et alors que Cuba ne constitue plus un enjeu pour la géopolitique nord-américaine. C'est également ce dernier point qui explique le recours au Saint-Siège : le rétablissement des relations diplomatiques et la fin (potentielle) de l'embargo relève d'un jeu diplomatique gagnant-gagnant pour l'ensemble des protagonistes.

Engagé dans un combat contre le libéralisme économique et le libéralisme moral, comment le Saint-Siège va-t-il se situer dans les années à venir par rapport à la politique internationale des États-Unis ?

Les États-Unis (EU) sont pour l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne ; le Vatican est contre ; le Saint-Siège a reconnu l'État palestinien ; pas les États-Unis ; Saint-Siège et États-Unis ont été opposés sur la question irakienne et le sort des chrétiens du Proche-Orient a davantage rapproché le Vatican et la Russie que le Vatican et les États-Unis. Enfin, la diplomatie d'influence jouée en Amérique Latine et en Afrique par les ONG protestantes, sur

fonds gouvernementaux nord-américains via USAID, contrecarre directement l'influence du catholicisme.

L'approche du pape se fait en deux temps : de manière fort subtile, le pape se présente en américain devant le Congrès, rassemblant ainsi l'Amérique du Nord au Sud. Son discours sur l'environnement, les migrants devient ainsi non plus un discours accusateur, mais un témoignage au nom d'une double identité, latino-américaine et immigrée. Devant l'ONU, la dénonciation des excès du libéralisme et du capitalisme se fait plus sévère. Elle ne constitue pas une surprise pour qui connaît les prises de position du Conseil Pontifical Justice et Paix sur ces sujets. Mais elle traduit néanmoins une sensibilité renouvelée aux questions sociales.

Une style qui traduit un changement important lorsqu'on compare le discours du pape François à ceux de ses prédécesseurs, y compris devant les institutions internationales : à la dénonciation frontale, souvent de nature politique de Jean-Paul II, au rappel sans concession de la doctrine catholique sous Benoît XVI, succède un discours qui préfère souligner les points de convergence dans un avenir à co-construire.

Le pape François est le premier pape à en finir avec l'intransigeance doctrinale. ■

COMPRENDRE LES ENJEUX DE LA VISITE DU PAPE FRANÇOIS EN AMÉRIQUE

Par **François Mabile** / *Professeur de Sciences politiques au sein de la Faculté Libre de Droit*

OBSERVATOIRE GEOPOLITIQUE DU RELIGIEUX / SEPTEMBRE 2015

Observatoire dirigé par Nicolas Kazarian, chercheur associé à l'IRIS
kazarian@iris-france.org

© IRIS

TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES
2 bis rue Mercœur
75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60
F. + 33 (0) 1 53 27 60 70
iris@iris-france.org

www.iris-france.org
www.affaires-strategiques